



ANNUEL / ANNUAL 2025

(une société d'exploration / an exploration company)

RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion des résultats d'opération et de la situation financière de Les Mines d'Or Visible Inc. (la « **Société** » ou « **Mines d'Or Visible** ») est préparé en conformité avec le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue en ce qui concerne l'information continue des émetteurs assujettis. Il constitue un complément et un supplément aux états financiers audités de la Société et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 juillet 2025 et il devrait être lu en parallèle avec ceux-ci. Les états financiers audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 juillet 2025 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « **IFRS** ») applicables à l'établissement des états financiers. À moins d'indication contraire, tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. La direction est responsable de préparer les états financiers et autre information financière de la Société figurant dans le présent rapport.

Le conseil d'administration est tenu de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la communication de l'information financière. Pour ce faire, le conseil a nommé un comité d'audit composé majoritairement de membres indépendants. Le comité se réunit avec la direction et les auditeurs pour discuter des résultats d'opération et de la situation financière de la Société avant de formuler des recommandations et de présenter les états financiers au conseil d'administration pour qu'il examine et approuve leur envoi aux actionnaires. Suivant la recommandation du comité d'audit, le conseil d'administration a approuvé les états financiers de la Société le 24 novembre 2025.

Date

Ce rapport de gestion a été rédigé le 24 novembre 2025.

Description de l'entreprise

Les Mines d'Or Visible Inc. a été constituée le 24 janvier 2007 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société est une société d'exploration minière engagée dans l'acquisition et l'exploration de propriétés minières ayant le potentiel d'accueillir principalement des gisements d'or et de lithium.

La Société est un émetteur assujetti dans toutes les provinces du Canada et ses actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de croissance TSX sous le symbole boursier « VGD ».

MANAGEMENT'S DISCUSSION & ANALYSIS

The following management's discussion & analysis ("**MD&A**") of the operating results and financial position of Visible Gold Mines Inc. (the "**Corporation**" or "**Visible Gold Mines**") follows *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* for reporting issuers. It is a complement and supplement to the Corporation's audited financial statements and related notes for the year ended July 31, 2025 and should be read in conjunction therewith. The audited financial statements for the year ended July 31, 2025 have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ("**IFRS**") applicable to the preparation of financial statements. Unless otherwise indicated, all amounts in this MD&A are in Canadian dollars. Management is responsible for the preparation of the financial statements and other financial information relating to the Corporation included in this MD&A.

The Board of Directors is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting. In furtherance of the foregoing, the Board of Directors has appointed an audit committee composed mainly of independent members. The committee meets with management and the auditors in order to discuss results of operations and the financial condition of the Corporation prior to making recommendations and submitting the financial statements to the Board of Directors for its consideration and approval for issuance to shareholders. On the recommendation of the audit committee, the Board of Directors has approved the Corporation's financial statements on November 24, 2025.

Date

This MD&A was prepared on November 24, 2025.

Description of the business

Visible Gold Mines Inc. was incorporated on January 24, 2007 under the *Canada Business Corporations Act*. The Corporation is a mining exploration corporation involved in the acquisition and exploration of mineral properties with prospects for hosting mostly gold and lithium mineral deposits.

The Corporation is a reporting issuer in all provinces of Canada and its common shares are listed for trading on the TSX Venture Exchange under the symbol "VGD".

Performance globale et perspective

Même si elles ont été radiées des livres par le passé, Mines d'Or Visible possède un portefeuille de plusieurs propriétés minières sur les territoires de l'Abitibi et de la Baie-James. Le degré d'avancement varie de peu à modérément avancé.

Depuis décembre 2021, la Société a acquis trois propriétés de Lithium (MegaLi, CarLi et NataLi) dans le secteur de la Baie-James. La Société n'a pas reçu les chiffres finaux mais selon SPOD, plus de 850 000 \$ ont été dépensés sur le projet MegaLi depuis le mois d'août 2023 par SPOD Lithium (option) et plusieurs pegmatites ont été identifiées, échantillonnées et forées incluant le programme de forage complété au début du mois de décembre 2024. La Société possède des actifs de qualité et est persuadée que ceux-ci généreront des opportunités d'affaires intéressantes pour plusieurs années à venir dans la mesure où le secteur de l'exploration se redresse et les financements corporatifs redeviennent disponibles. Afin de financer ses activités futures, la Société pourrait se départir d'actifs non-stratégiques (voir la section Événement subséquent au 31 juillet 2025).

Propriétés et travaux d'exploration réalisés

Projet MegaLi (option 50 %)

La Société a acquis par désignation sur carte la propriété MegaLi (78 claims miniers) située dans la région de la Baie James, au Québec, couvrant 3 996 hectares (40 kilomètres carrés) de terrains miniers bordant directement les récentes découvertes de pegmatites contenant du lithium de Patriot Battery Metals (voir le communiqué de presse de Patriot du 8 mars 2022). Les titres miniers sont situés à 3,25 kilomètres au sud-est du plus important gisement de lithium de l'Amérique nommé Corvette 5 (voir le communiqué de presse de Patriot du 31 juillet 2023). Située le long de la ceinture de roches vertes de La Grande à environ 30 km de la centrale hydroélectrique La Grande 4, des lignes à haute tension et de l'aéroport, la propriété a le potentiel d'héberger plusieurs types de gisements (or, cuivre, lithium).

Le 3 août 2022, la Société a conclu une entente d'option minière (l'« Entente ») avec Spod Lithium Corp. (anciennement EEE Exploration Corporation (« Spod »)), une société cotée au CSE, en vertu de laquelle Spod a l'option d'acquérir un intérêt indivis de 50 % dans la propriété MegaLi (la « Propriété »). En vertu de l'Entente, Spod a l'option (l'« Option ») d'acquérir une participation de 50 % dans la Propriété en : versant des paiements comptant totaux de 325 000 \$ à la Société (25 000 \$ à la signature de l'Entente (reçu), 50 000 \$ au premier anniversaire de l'Entente (reçu), 100 000 \$ au deuxième anniversaire de l'Entente (reçu) et 150 000 \$ au troisième anniversaire de l'Entente); l'émission d'un total de 3 000 000 d'actions ordinaires de catégorie A de Spod à la Société (500 000 Actions à la signature de l'Entente (reçues pour une juste valeur de 42 500 \$), 700 000 Actions au premier anniversaire de l'Entente (reçu pour une juste valeur de 84 000 \$), 800 000 Actions au deuxième anniversaire de l'Entente, et 1 000 000 d'Actions au troisième anniversaire de l'Entente); et engageant au moins un montant total de 1 850 000 \$ en dépenses d'exploration sur la Propriété (au moins 350 000 \$ au premier anniversaire de l'Entente ou avant, au moins 500 000 \$ supplémentaires au deuxième anniversaire de l'Entente ou avant, et au moins 1 000 000 \$ supplémentaires au plus tard le troisième anniversaire de l'Entente). Les dépenses des deux premiers anniversaires ont été engagées aux dates prévues. En cas d'exercice réussi de l'Option, Spod aura acquis une participation indivise de 50 % dans la Propriété et les parties seront réputées avoir formé une coentreprise aux fins de l'exploration continue de la Propriété.

Overall performance and perspective

Although they have been written-off the books in the past, Visible Gold Mines has a portfolio of many advanced and grass roots mining properties in Abitibi as well as in the James Bay area.

Since December 2021, the Corporation acquired three lithium projects (MegaLi, CarLi and NataLi) in the James Bay region. The Corporation didn't receive the final amounts yet but according to SPOD, over \$850,000 have been spent on the MegaLi project by SPOD Lithium (the optionor) since August 2023. Many pegmatites have been identified, sampled and drilled. A drilling program was completed early December 2024. The Corporation continues to accumulate information throughout its numerous fieldworks. The Corporation owns quality assets and do believe that they will generate interesting business opportunities for many years to come insofar as corporate financing will be available. In order to finance its future activities, the Corporation may dispose of non-strategic assets (see section Subsequent Event from July 31, 2025).

Properties and exploration work

MegaLi Project (Option 50%)

The Corporation acquired by map designation the MegaLi property (78 mining claims) located in the region of James Bay, Québec, covering 3,996 hectares (40 square kilometres) of mining land package directly bordering the recent discoveries of pegmatites containing lithium from Patriot Battery Metals (see Patriot's press release dated March 8, 2022). The claims are located 3.25 kilometres southeast of the largest lithium pegmatite resource in the Americas named Corvette 5 (see Patriot's press release dated July 31, 2023). Situated along the La Grande greenstone belt about 30 km from the La Grande 4 hydroelectric power plant, high-voltage power lines and airport, the property has the potential to host multiple deposit types (gold copper, lithium).

On August 3, 2022 the Corporation entered into a mineral option agreement (the "Agreement") with Spod Lithium Corp. (formerly EEE Exploration Corporation ("Spod")), a company listed on the CSE, pursuant to which Spod has an option to acquire a 50% undivided interest in the MegaLi Property (the "Property"). Under the Agreement, Spod has the option (the "Option") to acquire a 50% interest in the Property by: making aggregate cash payments of \$325,000 to the Corporation (\$25,000 on execution of the Agreement (received), \$50,000 on the first anniversary of the Agreement (received), \$100,000 on the second anniversary of the Agreement (received), and \$150,000 on the third anniversary of the Agreement); issuing an aggregate of 3,000,000 Class A common shares of Spod to the Corporation (500,000 Shares on execution of the Agreement (received for a \$42,500 fair value), 700,000 Shares on the first anniversary of the Agreement (received for a \$84,000 fair value), 800,000 Shares on the second anniversary of the Agreement, and 1,000,000 Shares on the third anniversary of the Agreement); and incurring at least an aggregate amount of \$1,850,000 in exploration expenditures on the Property (at least \$350,000 on or before the first anniversary of the Agreement, at least an additional \$500,000 on or before the second anniversary of the Agreement, and at least an additional \$1,000,000 on or before the third anniversary of the Agreement). The expenses for the first two anniversaries were incurred on the scheduled dates. On successful exercise of the Option, Spod will have acquired a 50% undivided interest in the Property and the parties will be deemed to have formed a joint venture for the purposes of the continued exploration of the Property.

Le 29 mai 2024, la Société et Spod ont modifié l'Entente concernant les modalités des engagements du deuxième et du troisième anniversaire : deuxième anniversaire : modification de la date deuxième anniversaire pour la date du 29 mai 2024, émission de 1 175 000 actions (au lieu de 800 000 actions) (reçues pour une juste valeur de 70 500 \$) et engagement de 500 000 \$ de dépenses avant le 31 décembre 2024 (au lieu de la date deuxième anniversaire) ; troisième anniversaire : modification de la date troisième anniversaire pour la date du 31 décembre 2025, émission de 1 375 000 actions au lieu de 1 000 000 actions et engagement de 1 000 000 \$ de dépenses avant le 31 décembre 2025 (au lieu de la date troisième anniversaire).

Dans le cadre de la coentreprise, Spod sera le premier opérateur sur la Propriété et chaque partie devra contribuer sa part proportionnelle de toutes les dépenses de la Propriété ou être diluée en conséquence. Si une partie est diluée à une participation de 2 % ou moins dans la coentreprise dans la Propriété, alors la participation de cette partie dans la Propriété sera convertie en une redevance de 2 % sur les revenus nets de fonderie.

Personne qualifiée

M Martin Demers, géologue et membre de l'Ordre des géologues du Québec, un consultant de la Société, est la personne qualifiée à l'égard des propriétés de la Société conformément au *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers*. Il est responsable des informations techniques présentées dans le présent rapport de gestion à l'égard des propriétés de la Société, et il a approuvé la divulgation des informations techniques présentées dans le présent rapport de gestion relativement aux propriétés de la Société.

Résultats d'exploitation

Les états financiers de la Société ont été préparés selon les IFRS. La devise monétaire de présentation est le dollar canadien et tous les montants présentés dans le rapport de gestion, sauf avis contraire, sont en dollars canadiens.

Principales informations financières (auditées) / Significant financial information (audited)

	Exercices terminés le 31 juillet / Fiscal years ended July 31			
	2025	2024	2023	
	\$	\$	\$	
Actif total	142 398	233 856	796 948	Total assets
Revenus	886	1 705	2 068	Income
Perte nette	(453 733)	(702 029)	(896 030)	Net loss
Perte nette par action	(0,01)	(0,02)	(0,03)	Net loss per share

La Société n'a pas, depuis la date de sa constitution en personne morale, déclaré ni versé de dividendes sur ses actions ordinaires. Dans un proche avenir, la Société prévoit conserver les bénéfices futurs et autres ressources de trésorerie à l'exploitation et l'expansion de ses activités.

On May 29, 2024, the Corporation and Spod made an amendment to the Agreement to modified the terms of the second and third anniversary engagements: second anniversary: change the date second anniversary for the date May 29, 2024, issuing 1,175,000 Shares (instead of 800,000 Shares) (received for a \$70,500 fair value), and incurring \$500,000 of Expenditures before December 31, 2024 (instead of second anniversary); third anniversary: change the date third anniversary for the date December 31, 2025, issuing 1,375,000 Shares instead of 1,000,000 Shares and incurring \$1,000,000 of Expenditures before December 31, 2025 (instead of the date third anniversary).

Under the joint venture, Spod will be the first operator on the Property and each party will be required to contribute its proportionate share of all Property expenditures or be diluted accordingly. If a party is diluted to a 2% or lower joint venture interest in the Property, then that party's interest in the Property will convert into a 2% net smelter returns royalty.

Qualified Person

Mr. Martin Demers, geologist, members of the Ordre des géologues du Québec, a consultant of the Corporation, is the qualified person for the Corporation's properties under *Regulations 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects*. Jeannot is responsible for the technical contents of this MD&A relating to the Corporation's properties and has approved the disclosure of the technical information contained herein relating to the Corporation's properties.

Operation results

The Corporation's financial statements have been prepared according to IFRS. The currency used in the financial statements is in Canadian dollar and, except as otherwise specified, amounts shown in this MD&A are in Canadian dollars.

The Corporation has not, since the date of its incorporation, declared or paid any dividends on its common shares. For the foreseeable future, the Corporation anticipates that it will retain future earnings and other cash resources for the operation and development of its business.

La Société est une société d'exploration et, par conséquent, elle ne dégage pas de revenus réguliers et doit continuellement émettre des actions pour pouvoir poursuivre ses travaux d'exploration sur ses propriétés minières et ses opérations courantes. Au cours de l'exercice terminé le 31 juillet 2025, la Société a subi une perte nette de 453 733 \$ comparativement à une perte nette de 702 029 \$ pour l'exercice précédent. Le total des charges d'exploitation de l'année 2025 s'est élevé à 449 588 \$ comparativement à 697 474 \$ pour 2024. La Société a dévalué des propriétés minières et des frais d'exploration reportés pour un montant total de 560 586 \$ pour l'année 2024 comparativement à aucune dévaluation pour 2025.

Les autres charges d'exploitation de l'année 2025 incluent, entre autres : 32 300 \$ en paiements fondés sur des actions à des administrateurs (45 825 \$ en 2024), des honoraires professionnels de 46 570 \$ (69 564 \$ en 2024), des honoraires de consultants de 180 000 \$ (180 000 \$ en 2024) et des frais associés à des sociétés ouvertes de 32 357 \$ (36 016 \$ en 2024). Les frais de bureau et frais généraux de 40 572 \$ pour l'année 2025 (39 589 \$ en 2024) incluent ; de l'assurance pour un montant de 10 097 \$ (10 114 \$ en 2024), des frais locatifs de 18 000 \$ (18 000 \$ en 2024) et d'autres dépenses de bureau de 12 475 \$ (11 475 \$ en 2024).

Les honoraires de consultants se composent d'honoraires du président 120 000 \$ (120 000 \$ en 2024) et d'honoraires de services administratifs du chef de la direction financière pour 60 000 \$ (60 000 \$ en 2024). Un montant de 9 386 \$ a été versé pour les frais de conférences et promotion en 2025 contre 20 272 \$ pour 2024. Des dépenses d'exploration de 102 189 \$ ont été passées aux résultats en 2025 contre 22 283 \$ en 2024. Des intérêts et pénalités recouvrés de 5 407 \$ ont été comptabilisé en 2025 contre des intérêt et pénalités de 7 259 \$ en 2024. Des intérêts sur la dette à long terme de 5 031 \$ a été enregistré en 2025 contre 6 260 \$ en 2024. Une provision pour compensation de 2 124 \$ a été enregistré en 2025 contre une provision de 2 176 \$ pour 2024.

Des revenus de 886 \$ ont été enregistrés pour l'année 2025 contre 1 705 \$ pour l'année 2024 et sont attribuables aux intérêts versés sur les liquidités. Un crédit d'impôts de 14 318 \$ répartis aux résultats dans les crédits d'impôts pour 8 907 \$ et en intérêts et pénalités recouvrés pour 5 411 \$ a été enregistré en 2025 contre aucun crédit en 2024. Un gain sur disposition d'une propriété minière de 304 500 \$ a été enregistré pour 2024 contre aucun gain en 2025.

The Corporation is an exploration company, and, accordingly, does not generate revenue on a regular basis and must continually issue shares in order to further explore its mineral properties and finance its operations. For the year ending July 31, 2025, the Corporation registered a net loss of \$453,733 compared to a net loss of \$702,029 for the previous year. The total amount of operating expenses for the year 2025 was \$449,588 compared to \$697,474 in 2024. The Corporation has devaluated its mining properties and deferred exploration expenses for a total amount of \$560,586 for 2024 compared to no devaluation in 2025.

The other operating expenses for the year 2025 includes, among other: share-based payment for directors amounted to \$32,300 (\$45,825 in 2024), professional fees of \$46,570 (\$69,564 in 2024), consultant fees of \$180,000 (\$180,000 in 2024) and public corporation expenses of \$32,357 (\$36,016 in 2024). Office and general expenses incurred in 2025 amounted to \$40,572 (\$39,589 in 2024) include insurance amounted to \$10,097 (\$10,114 in 2024), rental fees of \$18,000 (\$18,000 in 2024) and other office expenses amounted to \$12,475 (\$11,475 in 2024).

Consultant fees include president's fees amounted to \$120,000 (\$120,000 in 2024) and fees for administrative services from the chief financial officer amounted to \$60,000 (\$60,000 in 2024). An amount of \$9,386 was paid for conference and promotion fees in 2025 compared to \$20,272 in 2024. An amount of \$102,189 was recorded for exploration expenses in 2025 compared to \$22,283 in 2024. Interest and penalties recovered of \$5,407 have been recorded in 2025 against interest and penalties of \$7,259 in 2024. Interest for long-term debt of \$5,031 has been recorded in 2025 against \$6,260 for 2024. A provision for compensation of \$2,124 was recorded in 2025 compared to a provision of \$2,176 for 2024.

Revenues of \$886 were recorded in 2025, compared to \$1,705 in 2024, which are attributable to interest paid on liquidities. A tax credits of \$14,318 allocated to loss as tax credits of \$8,907 and interest and penalties recovered of \$5,411 has been recorded in 2025 against no credit for 2024. A gain on disposal of a mining property of \$304,500 has been recorded in 2024 against no gain in 2025.

Propriétés / Properties	Dépenses effectuées au cours de l'exercice 2024 / Expenses for fiscal year 2024	Dépenses effectuées au cours de l'exercice 2025 / Expenses for fiscal year 2025	Objectifs futurs / Future goals
	\$	\$	
Veronik	436	-	La propriété a été dévaluée / The property has been devaluated.
Total	436	-	

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS⁽¹⁾ (non audités)
SUMMARY OF QUARTERLY RESULTS⁽¹⁾ (unaudited)

Trimestre Quarter	Revenu total Total revenue	Perte nette Net loss	Perte nette par action Net loss per share
	\$	\$	\$
Octobre 2023 / October 2023	605	26 042	0,00
Janvier 2024 / January 2024	542	(119 994)	(0,00)
Avril 2024 / April 2024	263	(136 218)	(0,00)
Juillet 2024 / July 2024	295	(471 859)	(0,01)
Octobre 2024 / October 2024	203	(64 262)	(0,00)
Janvier 2025 / January 2025	527	(120 495)	(0,00)
Avril 2025 / April 2025	89	(212 962)	(0,01)
Juillet 2025 / July 2025	67	(56 014)	(0,00)

⁽¹⁾ Les montants comparatifs ont été modifiés pour tenir compte des corrections de fin d'année.

⁽¹⁾ Comparative figures have been modified to consider year-end corrections.

Quatrième Trimestre

Une perte nette de 56 014 \$ a été enregistrée au quatrième trimestre de 2025 « **Q4 2025** » contre une perte nette de 471 859 \$ pour le quatrième trimestre de 2024 « **Q4 2024** ». Le total des charges d'exploitation de Q4 2025 s'élève à 54 943 \$ comparativement à 470 406 \$ pour Q4 2024. La Société a dévalué des propriétés minières et des frais d'exploration reportés pour un montant total de 560 586 \$ au Q4 2024 contre aucune dévaluation pour Q4 2025. Les autres charges d'exploitation de Q4 2024 incluent, entre autres : des frais associés à des sociétés ouvertes de 3 458 \$ (3 635 \$ pour Q4 2024), des frais de conférences et promotion pour 2 485 \$ (848 \$ pour Q4 2024) ; 1 497 \$ pour des honoraires professionnels (6 967 \$ pour Q4 2024). Les frais de bureau et frais généraux se sont élevés à 9 917 \$ (10 719 \$ pour Q4 2024) et se composent de frais d'assurance pour un montant de 2 531 \$ (2 524 \$ pour Q4 2024), de frais locatifs pour un montant de 4 500 \$ (4 500 \$ pour Q4 2024) et de dépenses de bureau de 2 886 \$ (3 695 \$ pour Q4 2024). Les honoraires de consultants se sont élevés à 45 000 \$ (45 000 \$ pour Q4 2024) et se composent d'honoraires du président pour 30 000 \$ (30 000 \$ pour Q4 2024) et d'honoraires de services administratifs de 15 000 \$ (15 000 \$ pour Q4 2024). Des intérêts et pénalités recouvrés de 5 407 \$ ont été comptabilisés au Q4 2025 contre des intérêts et pénalités de 7 259 \$ au Q4 2024. Un crédit d'impôts de 14 318 \$ répartis aux résultats dans les crédits d'impôts pour 8 907 \$ et en intérêts et pénalités recouvrés pour 5 411 \$ a été enregistré en 2025 contre aucun crédit en 2024. Des intérêts sur la dette à long terme de 1 138 \$ a été enregistré au Q4 2025 contre 1 453 \$ au Q4 2024. Une provision pour compensation de 2 124 \$ a été enregistré au Q4 2025 contre une provision de 2 176 \$ au Q4 2024.

Des revenus de 67 \$ ont été enregistrés pour Q4 2025 contre 295 \$ pour Q4 2024 et sont attribuables aux intérêts versés sur les liquidités.

Situation de trésorerie et sources de financement

La Société n'a pas encore établi si ses propriétés minières contenaient des gisements miniers qui sont économiquement récupérables. La Société n'a dégagé aucun revenu ni aucune encaisse de ses activités mais reçoit des intérêts sur ses liquidités. La Société finance normalement ses activités par l'émission de capital-actions.

Fourth quarter

A net loss of \$56,014 was recorded for the fourth quarter of 2025 "**Q4 2025**", compared to a net loss of \$471,859 for the fourth quarter of 2024 "**Q4 2024**". The total amount of operating expenses for Q4 2025 was \$54,943, compared to \$470,406 for Q4 2024. The Corporation has devaluated its mining properties and deferred exploration expenses for a total amount of \$560,586 for Q4 2024 compared to no devaluation for Q4 2025. The other operating expenses, for Q4 2025, includes, among other: public corporation expenses of \$3,458 (\$3,635 for Q4 2024), an amount of \$2,485 paid for conferences and promotion (\$848 for Q4 2024); \$1,497 for professional fees (\$6,967 for Q4 2024). Office and general fees amounted to \$9,917 (\$10,719 for Q4 2024) mostly consist of insurance fees amounted to \$2,531 (\$2,524 for Q4 2024), office leasing amounted to \$4,500 (\$4,500 for Q4 2024) and office supplies amounted to \$2,886 (\$3,695 for Q4 2024). Consulting fees amounted to \$45,000 (\$45,000 for Q4 2024) which consist of president's fees amounted to \$30,000 (\$30,000 for Q4 2024) and fees for administrative services amounted to \$15,000 (\$15,000 for Q4 2024). Interest and penalties recovered of \$5,407 have been recorded in Q4 2025 against \$7,259 in Q4 2024. A tax credits of \$14,318 allocated to loss as tax credits of \$8,907 and interest and penalties recovered of \$5,411 has been recorded in 2025 against no credit for 2024. Interest for long-term debt of \$1,138 has been recorded in Q4 2025 against \$1,453 for Q4 2024. A provision for compensation of \$2,124 was recorded for Q4 2025 compared to a provision of \$2,176 for Q4 2024.

Revenues of \$67 were recorded for Q4 2025 compared to \$295 for Q4 2024, which are attributable to interest paid on liquidities.

Cash flow and financing sources

The Corporation has not yet determined whether its mineral properties contain mineral deposits that are economically recoverable. The Corporation has not generated income or cash flows from its operations but receive interest on its liquidities. The Corporation usually funds its activities by issuing common shares.

L'exercice des 3 250 000 bons de souscription en circulation en date du présent rapport de gestion représente un financement potentiel supplémentaire de 432 500 \$. Ces bons de souscription expirent entre 7 novembre 2026 et le 12 avril 2028 et ont un prix d'exercice variant entre 0,11 \$ et 0,17 \$ l'action. Il n'y a aucune garantie que ces bons de souscription seront exercés.

L'exercice des 3 305 000 options d'achat d'actions en circulation en date du rapport de gestion représente un financement potentiel supplémentaire de 549 375 \$. Ces options expirent entre le 3 février 2026 et le 3 mars 2035 et ont un prix d'exercice variant entre 0,08 \$ et 0,50 \$ l'action. Il n'y a aucune garantie que ces options seront exercées.

La valeur au marché des titres négociables restant était de 59 375 \$ au 31 juillet 2025.

Au 31 juillet 2025, la Société possédait des liquidités de 16 391 \$ (33 613 \$ au 31 juillet 2024). Le fonds de roulement de la Société au 31 juillet 2025 s'élevait à -608 174 \$ (-324 817 \$ au 31 juillet 2024). La Société devra se financer afin de poursuivre ses travaux d'exploration sur ses propriétés et pour ses opérations.

Arrangements hors bilan

Aucun.

Opérations entre apparentés et objectifs commerciaux

Les parties liées de la Société comprennent les principaux dirigeants et les sociétés de portefeuilles des principaux dirigeants. Sauf indication contraire, aucune des opérations ne comporte de caractéristique ni condition spéciale, et aucune garantie n'a été donnée ou reçue par la Société. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Au cours de l'exercice terminé le 31 juillet 2025, ces sociétés de portefeuilles ont facturé à la Société pour des montants de 18 000 \$ (18 000 \$ en 2024) de loyer et 180 000 \$ (180 000 \$ en 2024) d'honoraires de consultants. Au cours de l'exercice terminé le 31 juillet 2025, la rémunération des principaux administrateurs et dirigeants comprend 32 300 \$ en paiement fondé sur des actions contre 45 825 \$ pour 2024.

Au 31 juillet 2025, les dettes fournisseurs et autres créateurs incluent une somme à payer à des parties liées de 408 756 \$ (218 173 \$ au 31 juillet 2024).

Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange, soit la valeur établie et acceptée par les parties.

Opérations projetées

La Société ne prévoit pas, pour le moment, la cession ou l'acquisition d'actifs miniers importants sauf pour la cession indiquée dans la section Événement subséquent au 31 juillet 2025.

The exercise of the 3,250,000 warrants outstanding as at the date of this MD&A represents an added potential financing of \$432,500. These warrants expire between November 7, 2026 and April 12, 2028 with an exercise price varying between \$0.11 and \$0.17 per share. There are no guarantee that any of the foregoing warrants will be exercised.

The exercise of the 3,305,000 stock options outstanding as at the date of this MD&A represents an added potential financing of \$549,375. These options expire between February 3, 2026 and March 3, 2035 and have exercise prices varying from \$0.08 to \$0.50 per share. There are no guarantee that any of the foregoing options will be exercised.

The value of remaining marketable securities amounted to \$59,375 as at July 31, 2025.

As at July 31, 2025, the Corporation had \$16,391 (\$33,613 as at July 31, 2024) in cash. The working capital of the Corporation as at July 31, 2025 amounted to -\$608,174 (-\$324,817 as at July 31, 2024). The Corporation will have to finance to continue its exploration work on its properties and for its operations.

Off-balance sheet arrangements

None.

Related party transactions and commercial objectives

The Corporation's related parties include key management and their holding corporations as described below. Unless otherwise stated, none of the transactions provided for special terms and conditions and no guarantees were given or received by the Corporation. Outstanding balances are usually settled in cash. During the year ended July 31, 2025, the Corporation was invoiced by these holding corporations for amounts of \$18,000 (\$18,000 in 2024) for rent and \$180,000 (\$180,000 in 2024) in consulting fees. During the year ended July 31, 2025, key management personnel remuneration included \$32,300 for share-based payment against \$45,825 for 2024.

As at July 31, 2025, trade and other payables include \$408,756 payable to related parties (\$218,173 as of July 31, 2024) payable to related parties.

These transactions were concluded in the normal course of operations and were measured at the exchange amount that is the amount established and accepted by the parties.

Projected operations

The Corporation does not currently foresee any important acquisition or disposition of property except for the disposition indicated in section Subsequent Event from July 31, 2025.

Honoraires des consultants et frais généraux

Consultant and general expenses

Voici le détail des frais de bureau et frais généraux pour les exercices terminés le 31 juillet : / Below are the details for office and general expenses for years ended July 31:

	<u>2025</u>	<u>2024</u>	
	\$	\$	
Dépenses de bureau	12 475	11 475	Office expenses
Assurances	10 097	10 114	Insurance
Frais locatif	18 000	18 000	Office rent
	<u>40 572</u>	<u>39 589</u>	

Les honoraires de consultants sont les suivants / Consultant fees are established as follows:

	<u>2025</u>	<u>2024</u>	
	\$	\$	
Honoraires du président de la Société	120 000	120 000	President's fees
Honoraires pour des services administratifs	60 000	60 000	Fees for administrative services
	<u>180 000</u>	<u>180 000</u>	

Frais d'exploration reportés

Deferred exploration expenses

Exercices terminées le 31 juillet / Years ended July 31,

	<u>2025</u>	<u>2024</u>	
Autres frais d'exploration	-	436	Other exploration expenses
AUGMENTATION DES FRAIS D'EXPLORATION	-	436	INCREASE IN EXPLORATION EXPENSES
DÉVALUATION / DISPOSITION	-	(503 505)	IMPAIRMENT / DISPOSAL
SOLDE AU DÉBUT	-	503 069	BALANCE, BEGINNING OF PERIOD
SOLDE À LA FIN	<u>-</u>	<u>-</u>	BALANCE, END OF PERIOD

Événement postérieur au 31 juillet 2025

Le 11 août 2025, la Société a conclu une transaction avec Fokus Mining Corporation (« Fokus ») pour la vente de sa participation de 100 % dans six propriétés, soit les projets Cadillac Break, Lucky Break, Silidor, Stadacona, Wasa Creek et Wasa East, et de sa participation de 40 % dans une propriété, le projet Capricorn, toutes situées le long de la faille Cadillac-Larder Lake, près de Rouyn-Noranda, dans la province de Québec, Canada (collectivement, les « Propriétés »). Conformément aux modalités de la convention d'achat d'actifs (la « Convention »), la Société a reçu en contrepartie de la vente des Propriétés à Fokus : (i) un paiement en espèces de 750 000 \$ à la date de clôture ; et (ii) 10 000 000 d'actions ordinaires de Fokus, évaluées à 1,5 million de dollars. De plus, la Société recevra un montant supplémentaire de 750 000 \$ en espèces de la part de Fokus (le « Paiement supplémentaire ») au plus tard le 3 décembre 2025, soit trois mois après la date de clôture (la « Transaction »).

Subsequent event from July 31, 2025

On August 11, 2025, the Corporation closed a transaction with Fokus Mining Corporation ("Fokus") for the sale of the Company's 100% interest in six properties, namely the Cadillac Break, Lucky Break, Silidor, Stadacona, Wasa Creek, and Wasa East projects, and a 40% interest in one property, the Capricorn project, all located along the Cadillac-Larder Lake Fault near the town of Rouyn-Noranda in the province of Québec, Canada (collectively, the "Properties"). Pursuant to the terms of the asset purchase agreement (the "Agreement"), the Corporation received in consideration for the sale of the Properties to Fokus: (i) a cash payment of \$750,000 on the closing date; and (ii) 10,000,000 common shares of Fokus, valued at \$1.5 million. In addition, the Corporation will be paid an additional amount of \$750,000 in cash by Fokus (the "Additional Payment") by no later than December 3, 2025, which is three months following the closing date (the "Transaction").

Estimations comptables importantes

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les estimations comptables importantes de la Société sont publiées et décrites dans les états financiers audités pour l'exercice terminé le 31 juillet 2025.

Activités commerciales et mesures clés de performance

La Société n'est soumise à aucun engagement financier ou ratios clés.

Conventions comptables

Généralités

Les états financiers audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des états financiers sont résumées ci-dessous.

Ces méthodes comptables ont été utilisées pour tous les exercices présentés dans les états financiers audités pour l'exercice terminé le 31 juillet 2025.

Propriétés minières et frais d'exploration reportés

Les frais d'exploration et d'évaluation sont les coûts engagés dans la recherche initiale de ressources minérales avant que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction ne soient démontrables. Les coûts engagés avant l'acquisition des servitudes légales d'exploration et d'évaluation sont comptabilisés en résultat au moment où ils sont engagés.

Lorsque les servitudes légales d'exploration et d'évaluation ont été obtenues, tous les coûts liés à l'acquisition des droits miniers et les dépenses liées à l'exploration et à l'évaluation des propriétés minières, diminués des crédits d'impôt liés à ces dépenses, sont comptabilisés respectivement dans les propriétés minières et les frais d'exploration reportés. Les dépenses liées à l'exploration et à l'évaluation qui sont capitalisées incluent notamment les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques, les forages d'exploration, le creusement de tranchées, l'échantillonnage ainsi que les activités en liaison avec l'évaluation de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale.

Les différents coûts sont incorporés au coût de la propriété minière et des frais d'exploration reportés, propriété minière par propriété minière, jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale soient démontrées. Ces actifs sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles et sont présentés au coût moins le cumul des pertes de valeur. Aucune charge d'amortissement n'est comptabilisée pour ces actifs durant la phase d'exploration et d'évaluation.

S'il était établi que la viabilité d'une propriété minière n'est pas assurée ou si la propriété minière était abandonnée, le montant capitalisé serait réduit à sa valeur recouvrable (voir note 4.8 des états financiers vérifiés pour l'exercice terminé le 31 juillet 2025), l'écart étant alors comptabilisé immédiatement en résultat.

Critical accounting estimates

The preparation of financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect amounts reported in the financial statements and accompanying notes. The Corporation's critical accounting policies and critical accounting estimates are fully disclosed and described in the audited financial statements for the year ended July 31, 2025.

Business activities and key performance measures

The Corporation is not subject to any financial covenants or key ratios.

Accounting policies

Overall considerations

The financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS").

The significant accounting policies that have been applied in the preparation of the financial statements are summarized below.

These accounting policies have been used for all periods presented in the audited financial statements for the fiscal year ended July 31, 2025.

Mining properties and deferred exploration expenses

Exploration and evaluation expenditures are costs incurred in the course of initial search of mineral resources before the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrable. Costs incurred before the legal right to undertake exploration and evaluation activities are recognized in profit or loss when they are incurred.

Once the legal right to undertake exploration and evaluation activities has been obtained, all costs of acquiring mineral rights, expenses related to the exploration and evaluation of mining properties, less refundable tax credits related to these expenses, are recognized respectively in the mining properties and the deferred exploration expenses. Expenses related to exploration and evaluation include topographical, geological, geochemical and geophysical studies, exploration drilling, trenching, sampling and other costs related to the evaluation of the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource.

The various costs are capitalized on a property-by-property basis pending determination of the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource. These assets are recognized as intangible assets and are carried at cost less any accumulated impairment losses. No depreciation expenses are recognized for these assets during the exploration and evaluation phase.

Whenever a mining property is considered no longer viable, or is abandoned, the capitalized amounts are written down to their recoverable amounts (see Note 4.8 of the Audited financial statements for the year ended July 31, 2025); the difference is then immediately recognized in profit or loss.

Si la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale peuvent être démontrées, les propriétés minières et les frais d'exploration reportés correspondants sont alors transférés dans les immobilisations corporelles dans la catégorie Actifs miniers en construction. Avant le transfert, les propriétés minières et les frais d'exploration reportés doivent être soumis à un test de dépréciation (voir note 4.8 des états financiers vérifiés pour l'exercice terminé le 31 juillet 2025), et toute perte de valeur doit être comptabilisée en résultat avant le reclassement.

Jusqu'à maintenant, aucune faisabilité technique ni aucune viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale n'a été démontrée sur les propriétés minières de la Société.

Bien que la Société ait pris des mesures conformes aux pratiques de l'industrie pour le stade d'exploration actuel de telles propriétés afin d'obtenir les titres de propriété des propriétés minières dans lesquelles elle détient un intérêt financier, ces procédures ne garantissent toutefois pas la validité du titre de propriété. Les titres de propriété des propriétés minières peuvent être assujettis à des ententes préalables non enregistrées et au non-respect de dispositions réglementaires.

Paiements fondés sur des actions

La Société gère un régime de paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, employés et consultants qui y sont admissibles. Le régime de la Société ne comporte pas d'option de règlement en espèces.

Tous les biens et les services reçus en contrepartie de l'octroi d'un paiement fondé sur des actions sont évalués à leur juste valeur, sauf si cette juste valeur ne peut être estimée de façon fiable. Si la Société ne peut estimer de façon fiable la juste valeur des biens ou des services reçus, elle doit en évaluer la valeur indirectement par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. Pour les transactions effectuées avec ces membres du personnel et des tiers fournissant des services similaires, la Société évalue la juste valeur des services reçus par référence à la juste valeur des instruments des capitaux propres attribués.

Les paiements fondés sur des actions (à l'exception des options aux courtiers) sont ultimement comptabilisés en résultat à la dépense ou capitalisés comme frais d'exploration reportés selon la nature du paiement et la contrepartie est portée au crédit du surplus d'apport dans les capitaux propres. Les paiements fondés sur des actions à des courtiers dans le cas d'un financement en actions sont comptabilisés comme frais d'émission d'instruments de capitaux propres et la contrepartie est comptabilisée au crédit du surplus d'apport dans les capitaux propres.

La charge est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue. Les estimations sont ensuite révisées lorsqu'il y a des indications à l'effet que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes. Tout rajustement cumulatif avant l'acquisition des droits est comptabilisé dans l'exercice en cours.

Aucun rajustement n'est apporté aux charges comptabilisées dans des exercices antérieurs si le nombre d'options sur actions qui ont finalement été acquises diffère de celui qui avait été prévu au moment de l'acquisition.

When technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrable, mining properties and related deferred exploration expenses are transferred to property, plant and equipment in Mining assets under construction. Before the reclassification, mining properties and deferred exploration expenses are tested for impairment (see Note 4.8 of the Audited financial statements for the year ended July 31, 2025) and any impairment loss is recognized in profit or loss before reclassification.

To date, neither the technical feasibility nor the commercial viability of a mineral resource has been demonstrated on the mining properties of the Corporation.

Although the Corporation has taken steps to verify title to the mining properties in which it holds an interest, in accordance with industry practices for the current stage of exploration and development of such properties, these procedures do not guarantee the validity of the Corporation's titles. Property titles may be subject to unregistered prior agreements and non-compliance with regulatory requirements.

Equity-settled share-based payments

The Corporation operates an equity-settled share-based payment plan for its eligible directors, employees and consultants. The Corporation's plan does not feature any options for a cash settlement.

All goods and services received in exchange for the grant of any share-based payments are measured at their fair values, unless that fair value cannot be estimated reliably. If the entity cannot estimate reliably the fair value of the goods or services received, the entity shall measure their value indirectly by reference to the fair value of the equity instruments granted. For the transactions with employees and others providing similar services, the Corporation measured the fair value of the services received by reference to the fair value of the equity instruments granted.

All equity-settled share-based payments (except brokers options) are ultimately recognized as an expense in the profit or loss or capitalized as deferred exploration expenses, depending on the nature of the payment with a corresponding credit to contributed surplus, in equity. Equity-settled share-based payments to brokers, in respect of an equity financing are recognized as issuance cost of the equity instruments with a corresponding credit to contributed surplus, in equity.

The expense is allocated over the vesting period, based on the best available estimate of the number of share options expected to vest. Estimates are subsequently revised if there is any indication that the number of share options expected to vest differs from previous estimates. Any cumulative adjustment prior to vesting is recognized in the current period.

No adjustment is made to any expense recognized in prior period if share options ultimately exercised are different to that estimated on vesting.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur à l'état de la situation financière sont présentés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie regroupe les actifs et les passifs financiers en trois niveaux selon l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Les niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur sont les suivants :

Niveau 1 : prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques à la date de présentation de l'information financière;

Niveau 2 : données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;

Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Le niveau dans lequel l'actif ou le passif financier est classé est déterminé selon la donnée du niveau le plus bas qui a une importance par rapport à l'évaluation de la juste valeur.

Les titres négociables évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière aux 31 juillet 2025 et 2024 sont classés dans le niveau 1 et établis selon le cours de l'action.

Il n'y a pas eu de transfert important entre les niveaux 1 et 2 durant les périodes de présentation de l'information financière.

La méthode et les techniques d'évaluation utilisées pour l'évaluation des justes valeurs sont demeurées inchangées comparativement à celles des périodes de présentation de l'information financière précédentes.

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à différents risques relativement aux instruments financiers.

Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée sont décrits ci-après.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après :

Financial instruments

The following presents financial assets and liabilities measured at fair value in the statement of financial position in accordance with the fair value hierarchy. This hierarchy groups financial assets and liabilities into three levels based on the significance of inputs used in measuring the fair value of the financial assets and liabilities. The fair value hierarchy has the following levels:

Level 1: quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities at the reporting date;

Level 2: inputs other than quoted prices included within Level 1 that are observable for the asset or liability, either directly or indirectly; and

Level 3: inputs for the assets or liabilities that are not based on observable market data.

The level within which the financial asset or liability is classified is determined based on the lowest level of significant input to the fair value measurement.

Marketable securities measured at fair value in the statement of financial position as at July 31, 2025 and 2024 are classified in Level 1 and established according to the quote price of the share.

There have been no significant transfers between Levels 1 and 2 in the reporting periods.

The method and valuation techniques used for the purpose of measuring fair value are unchanged compared to the previous reporting periods.

Financial risk management objectives and policies, and financial risks

Financial risk management objectives and policies

The Corporation is exposed to various risks in relation to financial instruments.

The most significant financial risks to which the Corporation is exposed are described below.

Financial risks

The Corporation's main financial risk exposure and its financial risk management policies are as follows:

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une autre partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et, de ce fait, amène la Société à subir une perte financière. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit est limitée à la valeur comptable des actifs financiers soit la trésorerie pour un montant de 16 391 \$ (33 613 \$ en 2024). Le risque de crédit de la trésorerie et équivalents de trésorerie est considéré comme négligeable, puisque les contreparties sont des banques réputées dont la notation externe de crédit est excellente.

Risque de liquidités

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier. La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme de financements privés et publics suffisants. Les dettes fournisseurs et autres créateurs ont des échéances contractuelles (y compris les paiements d'intérêts, le cas échéant) de douze mois et moins.

Sensibilité au risque de prix

La Société est exposée aux fluctuations des prix du marché de ses titres négociables. Le risque maximal auquel sont exposés les titres est égal à leur juste valeur.

Au 31 juillet 2025, si le cours publié de ces titres avait augmenté (diminué) de 54 % (44 % en 2024), le résultat global et les capitaux propres pour l'exercice auraient augmenté (diminué) de 32 161 \$ (52 099 \$ en 2024).

Facteurs de risque

Risques liés à l'exploration

L'exploration minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées sont mises en production. Des formations rocheuses inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre qualifiée, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comporte l'exécution des programmes d'exploration.

Les facteurs économiques liés à la mise en valeur de propriétés de ressources sont tributaires de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des métaux, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés minières donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerais commercialement exploitables.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will cause a financial loss for the other party by failing to discharge an obligation. The Corporation's maximum exposure to credit risk is limited to the carrying amount of financial assets being cash for an amount of \$16,391 (\$33,613 in 2024). The credit risk for cash and cash equivalents is considered negligible since the counterparties are reputable banks with high quality external credit ratings.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that an entity will encounter difficulty in meeting obligations associated with financial liabilities that are settled by delivering cash or another financial asset. Liquidity risk management serves to maintain a sufficient amount of cash and to ensure that the Corporation has financing sources such as private and public investments for a sufficient amount. Trade and other payables have contractual maturities (including interest payments, if any) of twelve months or less.

Price risk sensibility

The Corporation is exposed to fluctuations in the market prices of its marketable securities. The fair value of the marketable securities represents the maximum exposure to price risk.

As at July 31, 2025, if the exchange value of these securities had increased (decreased) by 54% (44% in 2024), the comprehensive loss and the shareholders' equity for the year would have been increased (decreased) by \$32,161 (\$52,099 in 2024).

Risk factors

Exploration

Exploration and mining involve a high degree of risk. Few exploration properties end up going into production. Other risks related to exploration and mining activities include unusual or unforeseen formations, fire, power failures, labour disputes, flooding, explosions, cave-ins, landslides and shortages of adequate or appropriate manpower, machinery or equipment.

The development of a resource property is subject to many factors, including the cost of mining, variations in the quality of the material mined, fluctuations in the commodity and currency markets, the cost of processing equipment, and others, such as aboriginal claims, government regulations including regulations regarding royalties, authorized production, import and export of natural resources and environmental protection. Depending on the price of the natural resources produced, the Corporation may decide not to undertake or continue commercial production. There can be no assurance that the expenses incurred by the Corporation to explore its properties will result in the discovery of a commercial quantity of ore. Most exploration projects do not result in the discovery of commercially viable mineral deposits.

Réglementation environnementale et autre réglementation

La législation, les règlements et les mesures actuelles et futures en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement à l'entreprise de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débiter sur une propriété, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales, et rien ne saurait garantir que ces approbations seront obtenues ou qu'elles le seront à temps. Le coût des changements dans la réglementation gouvernementale peut également réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété. En outre, des dangers pour l'environnement dont la Société n'a pour le moment pas connaissance et qui ont été causés par des propriétaires ou des exploitants antérieurs ou actuels pourraient exister sur les propriétés de la Société.

Législation et réglementation minière, réglementation gouvernementale

L'exploitation minière et les activités d'exploration minière sont assujetties à une législation et à une réglementation fédérales, provinciales, étatiques et locales considérables régissant l'exploration, la mise en valeur, la production, les impôts et les taxes, les normes du travail, la santé au travail, l'élimination des déchets, la protection de l'environnement et les mesures correctives y afférentes, la remise en état du terrain, la sécurité dans les mines, les substances toxiques et d'autres questions. Le respect de ces lois et règlements augmente les coûts de planification, de conception, de mise en valeur, de construction, d'exploitation et de fermeture des mines et d'autres installations. Il est possible que les coûts et retards liés au respect de ces lois et règlements puissent être tels que la Société décide de ne pas entreprendre ou de retarder la mise en valeur et l'exploitation d'une ou de plusieurs mines.

L'exploration, la mise en valeur et l'exploitation minière de propriétés dans lesquelles la Société possède une participation pourraient être touchées à des degrés divers par : (i) la réglementation gouvernementale relative à des questions telles que la protection de l'environnement, la santé, la sécurité et le travail; (ii) le droit minier; (iii) les restrictions en matière de production, les mesures de contrôle des prix et les hausses de taxes et d'impôts; (iv) le maintien des concessions minières; (v) le régime foncier; (vi) l'expropriation. Rien ne garantit que les modifications futures apportées, le cas échéant, à cette réglementation n'aient pas d'incidence défavorable sur les activités de la Société.

Les approbations et les permis accordés par le gouvernement sont nécessaires dans le cadre des activités d'exploration envisagées sur les propriétés dans lesquelles la Société possède une participation. Dans la mesure où ces approbations sont nécessaires et qu'elles ne seraient pas obtenues, les activités d'exploration, de mise en valeur et de production auxquelles la Société prévoit se livrer pourraient être retardées, limitées ou annulées en totalité.

Environmental and other regulations

Current and future environmental laws, regulations and measures could entail unforeseeable additional costs, capital expenditures, restrictions or delays in the Corporation's activities. Environmental regulations and standards are subject to constant revision and could be substantially tightened, which could have a serious impact on the Corporation and its ability to develop its properties economically. Before it commences mining a property, the Corporation must obtain environmental permits and the approval of the regulatory authorities. There is no assurance that these permits and approvals will be obtained, or that they will be obtained in a timely manner. The cost of complying with government regulations may also impact the viability of an operation or altogether prevent the economic development of a property. Furthermore, environmental hazards which are unknown to the Corporation at present and which have been caused by previous or existing owners or operators may exist on the Corporation's properties.

Regulations and mining law, governmental regulation

Mining operations and exploration activities are subject to extensive federal, provincial, state and local laws and regulations governing exploration, development, production, taxes, labour standards, occupational health, waste disposal, protection and remediation of the environment, reclamation, mine safety, toxic substances and other matters. Compliance with such laws and regulations increases the costs of planning, designing, developing, constructing, operating and closing mines and other facilities. It is possible that the costs and delays associated with compliance with such laws and regulations could become such that the Corporation would not proceed with, or would postpone, the development and operation of a mine or mines.

Exploration, development and mining of properties in which the Corporation has an interest will be affected to varying degrees by: (i) government regulations relating to such matters as environmental protection, health, safety and labour; (ii) mining law; (iii) restrictions on production, price controls and tax increases; (iv) maintenance of claims; (v) tenure; and (vi) expropriation of property. There is no assurance that future changes in such regulations, if any, will not adversely affect the Corporation's operations.

Government approvals and permits are required in connection with the exploration activities proposed for the properties in which the Corporation has an interest. To the extent such approvals are required and not obtained, the Corporation's planned exploration, development and production activities may be delayed, curtailed or cancelled entirely.

Le défaut de respecter les lois, règlements et exigences applicables pourrait entraîner des mesures coercitives contre la Société, notamment des ordonnances exigeant la réduction ou l'abandon des activités sur les propriétés, ou encore des mesures correctives ou de réparation nécessitant l'investissement de capitaux importants. Les parties qui se livrent à des activités d'exploration minière et d'exploitation minière pourraient faire l'objet de poursuites criminelles et civiles si elles font défaut de se conformer aux lois et aux règlements applicables.

Des modifications apportées aux lois, aux règlements et aux exigences en matière de permis qui visent les activités d'exploration minière et d'exploitation minière pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités et les perspectives de la Société.

Concessions minières faisant l'objet de droits de superficie

Certains des terrains visés par les concessions minières compris dans les propriétés de la Société sont situés dans la province de Québec. La province de Québec, comme d'autres provinces canadiennes, permet l'enregistrement de droits miniers sur des terrains privés et la réalisation de travaux d'évaluation. Toutefois, la Société pourrait être tenue de négocier l'accès et de donner une compensation à un titulaire de droits de superficie si des dommages sont causés à la propriété à l'occasion des travaux d'exploration.

Permis et licences exigés

La Société devra parfois obtenir des licences et des permis auprès de diverses autorités gouvernementales dans le cadre de ses activités. La Société croit être en mesure d'obtenir à l'avenir toutes les licences et tous les permis nécessaires pour exercer les activités qu'elle entend exercer, et elle a l'intention de respecter, à tous égards importants, les modalités de ces licences et de ces permis. Toutefois, rien ne garantit que la Société sera en mesure d'obtenir et de conserver, en tout temps, toutes les licences et tous les permis nécessaires pour entreprendre l'exploration et la mise en valeur projetées ou pour amorcer la production commerciale de ses propriétés et exploiter les installations minières qui s'y trouvent. En cas de production commerciale, les coûts liés au respect des modifications apportées à la réglementation gouvernementale pourraient diminuer la rentabilité de l'exploitation ou empêcher le développement économique d'une propriété donnée.

Dépendance à l'égard des financements futurs

La Société n'a généré aucun revenu depuis sa constitution. Le plan d'exploitation de la Société comporte la réalisation et l'exécution de programmes d'exploration sur ses propriétés. Rien ne garantit que ces activités d'exploration se traduiront par l'établissement de gisements minéraux exploitables sur le plan commercial sur les propriétés de la Société. Même si des gisements minéraux exploitables sur le plan commercial étaient découverts, la Société pourrait avoir besoin d'un financement supplémentaire important pour procéder à l'exploration et à la mise en valeur complètes de ses propriétés avant de pouvoir tirer des revenus de la vente des ressources minérales qu'elle arrive à extraire. Le défaut d'obtenir ce financement supplémentaire pourrait entraîner des retards ou le report indéterminé de ses projets d'exploration futurs.

Failure to comply with applicable laws, regulations and requirements may result in enforcement action against the Corporation, including orders calling for the curtailment or termination of operations on the properties, or calling for corrective or remedial measures requiring considerable capital investment. Parties engaged in mineral exploration and mining activities may be subject to civil and criminal liability as a result of failure to comply with applicable laws and regulations.

Amendments to current laws, regulations and permitting requirements affecting mineral exploration and mining activities could have a material adverse impact on the Corporation's operations and prospects.

Mineral claims subject to surface rights

Some of the land covered by the claims comprising the properties of the Corporation is situated within the Province of Québec. The Province of Québec, like other Canadian provinces, allows staking of mineral rights on privately-held lands and the carrying out of assessment work. However, the Corporation may be required to negotiate access and provide compensation to an owner of surface rights if damage occurs to the owner's property during the course of exploration.

Required permits and licenses

The Corporation's operations may sometimes require licenses and permits from various governmental authorities. The Corporation believes that it will be able to obtain in the future all necessary licenses and permits to carry on the activities which it intends to conduct, and intends to comply in all material respects with the terms of such licenses and permits. There can be no guarantee, however, that the Corporation will be able to obtain and maintain, at all times, all necessary licenses and permits required to undertake the proposed exploration and development or to place its properties into commercial production and to operate mining facilities thereon. In the event of commercial production, the cost of compliance with changes in governmental regulations has the potential to reduce the profitability of operations or preclude the economic development of a particular property.

Dependence on future financings

The Corporation has not generated any revenues since its incorporation. The Corporation's plan of operations involves the implementation and execution of exploration programs on its properties. There is no assurance that these exploration activities will result in the establishment of commercially-exploitable mineral deposits on these properties. Even if commercially-exploitable mineral deposits are discovered, the Corporation may require substantial additional financing in order to carry out the full exploration and development of its properties before it is able to achieve revenues from sales of mineral resources that the Corporation is able to extract. Failure to obtain such additional financing could result in delay or indefinite postponement of further exploration plans.

Risques liés au financement et à la mise en valeur

La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de son aptitude à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saurait garantir qu'elle réussira à obtenir le financement requis. De plus, la mise en production de propriétés de ressources dépendra de l'utilisation des services d'un personnel expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

Cours des ressources

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la qualité marchande de l'or ou de d'autres minéraux découverts. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

Assurance

L'exploration, la mise en valeur et la production minières sont assujetties à plusieurs risques, dont des conditions géologiques et d'exploitation imprévues ou inhabituelles. Il n'est pas toujours possible de souscrire une assurance complète à l'égard de ces risques, et la Société pourrait décider de ne pas souscrire une assurance à l'égard de ces risques en raison des primes élevées ou pour d'autres raisons. Si de telles obligations survenaient, elles pourraient réduire ou éliminer toute rentabilité future et entraîner la hausse des coûts et la baisse de la valeur des titres de la Société.

La Société n'a actuellement aucune assurance à l'égard des risques environnementaux. L'assurance à l'égard des risques environnementaux (notamment en ce qui a trait à la responsabilité possible en matière de pollution ou d'autres dangers par suite du rejet de déchets produits par l'exploration et la production) n'est habituellement pas disponible pour les sociétés au sein du secteur. La Société évaluera périodiquement les coûts d'une assurance offerte à l'égard de certains risques environnementaux ainsi que la couverture qu'une telle assurance prévoit afin de déterminer s'il serait indiqué d'y souscrire. Sans une telle assurance et si la Société devenait assujettie à des obligations sur le plan environnemental, le paiement de ces obligations réduirait ou éliminerait les fonds dont elle dispose, ou ces obligations pourraient excéder les fonds dont elle dispose pour s'en acquitter, et la Société pourrait ainsi se trouver acculée à la faillite. Si la Société n'était pas en mesure de financer la totalité des frais supplémentaires liés à un problème environnemental, elle pourrait être tenue de prendre des mesures de conformité provisoires en attendant d'apporter les mesures correctives nécessaires.

Aucune garantie de corps minéralisés exploitables sur le plan commercial

Toutes les propriétés de la Société en sont à l'étape de l'exploration par opposition à celle de la mise en valeur, et n'ont présenté aucun corps de minéralisation à valeur commerciale. La minéralisation connue de ces projets n'a pas été établie comme étant du minerai à valeur commerciale et rien ne garantit qu'un corps de minerai exploitable (ou viable) sur le plan commercial se trouvera sur l'une quelconque des propriétés de la Société. Rien ne garantit que les dépenses engagées dans le cadre de l'exploration des propriétés de la Société se traduiront par des découvertes de quantités de minerai récupérables sur le plan commercial. Pour obtenir une telle garantie, il faudrait réaliser des études de faisabilité exhaustives définitives et, possiblement, d'autres explorations et travaux connexes qui arriveraient à la conclusion qu'une mine possible serait probablement rentable. Afin de procéder à des programmes d'exploration et de mise en valeur d'un corps de minerai rentable et de lancer sa production commerciale, la Société pourrait devoir réunir une quantité importante de fonds supplémentaires.

Financing and development

Development of the Corporation's properties therefore depends on its ability to raise the additional funds required. There can be no assurance that the Corporation will succeed in obtaining the funding required. The Corporation also has limited experience in developing resource properties, and its ability to do so depend on the use of appropriately skilled personnel or entering into agreements with other large resource companies that can provide the required expertise.

Commodity prices

The factors that influence the market value of gold and any other mineral discovered are outside the Corporation's control. The impact of these factors cannot be accurately predicted. Resource prices can fluctuate widely, and have done so in recent years.

Insurance

In the course of exploration, development and production of mineral properties, several risks and, in particular, unexpected or unusual geological or operating conditions, may occur. It is not always possible to fully insure against such risks, and the Corporation may decide not to take out insurance against such risks as a result of high premiums or other reasons. Should such liabilities arise, they could reduce or eliminate any future profitability and result in an increase in costs and a decline in the value of the Corporation's securities.

The Corporation is not currently insured against environmental risks. Insurance against environmental risks (including potential liability for pollution or other hazards as a result of the disposal of waste products occurring from exploration and production) has not been generally available to companies within the industry. The Corporation will periodically evaluate the cost and coverage of the insurance that is available against certain environmental risks to determine if it would be appropriate to obtain such insurance. Without such insurance, and if the Corporation becomes subject to environmental liabilities, the payment of such liabilities would reduce or eliminate the Corporation's available funds or could exceed the funds that the Corporation has to pay such liabilities and result in bankruptcy. Should the Corporation be unable to fund fully the remedial cost of an environmental problem, it might be required to enter into interim compliance measures pending completion of the required remedy.

No assurance of commercially-mineable bodies of ore

All of the Corporation's properties are in the exploration stage as opposed to the development stage and have no known body of economic mineralization. The known mineralization at these projects has not been determined to be economic ore and there can be no assurance that a commercially-mineable (or viable) ore body exists on any of the Corporation's properties. There is no certainty that any expenditure made in the exploration of the Corporation's properties will result in discoveries of commercially-recoverable quantities of ore. Such assurance will require completion of final comprehensive-feasibility studies and, possibly, further associated exploration and other work that concludes a potential mine is likely to be economic. In order to carry out exploration and development programs of any economic ore body and place it into commercial production, the Corporation may be required to raise substantial additional funds.

Titres de propriété sur les propriétés d'exploration minière

L'acquisition des titres de propriété sur les propriétés d'exploration minière est un processus très détaillé qui prend beaucoup de temps. Il est possible que les titres de propriété des propriétés minières et les zones sur lesquelles celles-ci se trouvent soient contestés, et notamment que ces propriétés fassent l'objet de revendications territoriales de la part des Autochtones. Malgré que la Société ait réalisé une recherche minutieuse sur les titres de ses propriétés, ceux-ci peuvent être assujettis à des ententes, à des transferts ou à des revendications territoriales de la part des Autochtones, antérieurs et non-inscrits, et les titres pourraient ainsi être entachés d'irrégularités qui n'auraient pas été décelées. Rien ne garantit que les titres de propriété de la Société ne seront pas contestés ou attaqués en justice. Les titres des propriétés de la Société pourraient être valablement contestés, et si ces contestations étaient accueillies, elles pourraient miner la capacité de la Société d'explorer, de mettre en valeur et (ou) d'exploiter ses propriétés ou de faire appliquer ses droits concernant ses propriétés. Les droits et les titres de propriété des Autochtones peuvent être revendiqués à l'égard de propriétés de l'État ou d'autres propriétés régies par un autre régime foncier à l'égard desquelles des droits miniers ont été concédés. En outre, des tiers pourraient contester les titres des propriétés de la Société dans lesquelles elle détient une participation, et ces propriétés pourraient être assujetties à des ententes, à des transferts ou à des revendications territoriales de la part des Autochtones, antérieurs non-inscrits, et les titres pourraient être entachés d'irrégularités ou de charges, ou faire l'objet de mesures gouvernementales qui n'auraient pas été décelées.

Un défaut ou un vice dans les titres des propriétés de la Société pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. En outre, ces contestations, qu'elles soient ou non valides, entraîneront des coûts et des frais supplémentaires liés à la défense contre de telles contestations ou à leur règlement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la rentabilité de la Société.

Dépendance envers le personnel clé

Le succès de la Société est grandement tributaire du rendement du personnel clé travaillant à des postes de gestion, de supervision et d'administration ou à titre de conseillers. Étant donné l'intensification de l'activité dans le domaine des ressources naturelles, une concurrence intense se livre pour du personnel minier spécialisé. La perte d'un membre de la haute direction ou d'un membre de son personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, de même que sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Dépendance envers les entrepreneurs indépendants

Le succès de la Société dépend, dans une large mesure, de l'exécution de services par certains entrepreneurs indépendants et de la prestation continue de leurs services. La Société retiendra, aux termes de contrats, les services de foreurs professionnels et d'autres professionnels pour assurer une prestation de services en matière d'exploration, d'environnement, de construction et de services techniques. Une mauvaise exécution des services par ces entrepreneurs ou la perte de ces services pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, de même que sur ses activités et ses résultats d'exploitation et l'empêcher d'atteindre ses objectifs commerciaux.

Absence de rentabilité

Depuis sa constitution, la Société a subi des pertes et continuera d'en subir, à moins qu'elle n'arrive à générer un revenu suffisant de ses propriétés ou jusqu'à ce qu'elle y arrive.

Title to mineral exploration properties

The acquisition of title to mineral exploration properties is a very detailed and time-consuming process. Title to and the area of mineral properties may be disputed or otherwise claimed, including claims with respect to aboriginal land title. While the Corporation has diligently investigated title to its properties, they may be subject to prior unregistered agreements or transfers or aboriginal land claims and title may be affected by undetected defects. There is no guarantee that title to the Corporation's properties will not be challenged or impugned. There may be valid challenges to the title of the Corporation's properties, which, if successful, could impair the Corporation's ability to explore, develop and/or operate its properties or to enforce its rights with respect to its properties. Aboriginal rights and title may be claimed with respect to Crown properties or other types of tenure with respect to which mining rights have been conferred. In addition, other parties may dispute the Corporation's title to the properties in which it has an interest and such properties may be subject to prior unregistered agreements or transfers or land claims by aboriginal people, and title may be affected by undetected encumbrances or defects or government actions.

An impairment to or defect in the Corporation's title to its properties could have a material adverse effect on the Corporation's business, financial condition or results of operation. In addition, such claims, whether or not valid, will involve additional costs and expenses to defend or settle, which could adversely affect the Corporation's profitability.

Dependence on key personnel

The Corporation's success is highly dependent upon the performance of key personnel working in management, supervisory and administrative capacities or as consultants. Given the increased activity in the resources area, there is intense competition for skilled mining personnel. The loss of the services of its senior management or key personnel could have a material and adverse effect on the Corporation and its business and results of operations.

Reliance on independent contractors

The Corporation's success depends to a significant extent on the performance and continued service of independent contractors. The Corporation will contract the services of professional drillers and others for exploration, environmental, construction and engineering services. Poor performance by such contractors or the loss of such services could have a material and adverse effect on the Corporation and its business and results of operations and could result in failure to meet its business objectives.

Absence of profitability

Since incorporation, the Corporation has incurred losses and will continue to experience losses unless and until it can derive sufficient revenues from its properties.

La Société n'a aucun historique de bénéfices ou de rendement du capital investi, et rien ne garantit que l'une quelconque des propriétés qu'elle détient ou qu'elle acquerra, générera des bénéfices, fera l'objet d'une exploitation rentable ou offrira un rendement du capital investi.

Le potentiel de rentabilité de la Société est tributaire de facteurs indépendants de sa volonté

Le potentiel de rentabilité des propriétés de la Société, actuelles et futures, sera tributaire de nombreux facteurs indépendants de la volonté de la Société, comme le fait que le prix de l'or et d'autres minerais à l'échelle mondiale et les marchés pour l'or et les autres minerais sont imprévisibles, hautement volatils, possiblement assujettis à l'ingérence du gouvernement, aux prévisions quant à l'inflation, aux niveaux de l'offre et de la demande, à la fixation des cours et (ou) au contrôle des prix, aux fluctuations des taux de change, aux taux d'intérêt, aux habitudes de consommation mondiales ou régionales, aux activités de spéculation et à l'augmentation de la production due à de nouvelles activités d'extraction et à l'amélioration des méthodes d'extraction et de production, et qu'ils sont liés aux modifications de la situation locale, du contexte international, de la situation politique, du milieu social et de l'environnement économique. Autre facteur digne de mention : les taux de récupération des minéraux provenant du minerai exploité peuvent varier par rapport aux taux obtenus lors des essais et la baisse du taux de récupération aurait une incidence défavorable sur la rentabilité et, possiblement, sur la viabilité économique des propriétés. La rentabilité est également tributaire des frais d'exploitation, notamment des coûts liés à la main-d'œuvre, à l'équipement, à l'électricité, au respect de l'environnement ou à d'autres facteurs de production.

On ne peut prédire la manière dont ces coûts fluctueront; ces fluctuations sont indépendantes de la volonté de la Société et peuvent avoir une incidence sur la rentabilité et même éliminer complètement la rentabilité. En outre, en raison de l'incertitude politique et économique qui sévit à l'échelle mondiale, la disponibilité et le coût des fonds pour la mise en valeur et les autres coûts sont devenus de plus en plus difficiles, voire impossibles, à prévoir. Ces modifications et ces événements peuvent avoir une incidence défavorable sur le rendement financier de la Société.

Nature concurrentielle du secteur minier

Le secteur minier est le théâtre d'une concurrence agressive pour la découverte et l'acquisition de propriétés qui sont considérées comme présentant un potentiel commercial. La Société rivalise avec d'autres sociétés d'exploration minière et sociétés minières, dont plusieurs disposent de ressources financières plus importantes qu'elle, pour l'acquisition de concessions minières, de droits d'exploitation et d'autres intérêts miniers ainsi que pour l'accès au financement et le recrutement et le maintien en poste d'employés qualifiés et d'autres employés.

Infrastructure

Les activités d'exploitation minière, de traitement, de mise en valeur et d'exploration dépendent d'une infrastructure adaptée. Des routes, des ponts, et des sources d'énergie et d'approvisionnement en eau fiables sont des éléments importants qui influent sur les dépenses en immobilisations et les frais d'exploitation. Les phénomènes climatiques inhabituels ou rares, le sabotage, les interventions du gouvernement ou d'autres interventions concernant l'entretien ou la mise en place d'une telle infrastructure pourraient avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

The Corporation has no history of earnings or of a return on investment, and there is no assurance that any of the properties that the Corporation has or will acquire will generate earnings, operate profitably or provide a return on investment in the future.

Potential profitability dependent on factors beyond the Corporation's control

The potential profitability of any of the Corporation's current or future properties will be dependent upon many factors beyond its control. For example, world prices of and markets for gold and other minerals are unpredictable, highly volatile, potentially subject to governmental interference, expectations of inflation, levels of supply and demand, pegging and/or controls, currency-exchange fluctuations, interest rates, global or regional consumption patterns, speculative activities, increased production due to new extraction developments and improved extraction and production methods, and respond to changes in domestic, international, political, social and economic environments. Another factor is that rates of recovery of minerals from mined ore may vary from the rate experienced in tests and a reduction in the recovery rate will adversely affect profitability and, possibly, the economic viability of the properties. Profitability also depends on the costs of operations, including costs of labour, equipment, electricity, environmental compliance or other production inputs. Such costs will fluctuate in ways that the Corporation cannot predict and are beyond the Corporation's control, and such fluctuations could have an impact on profitability or eliminate profitability altogether.

Additionally, due to worldwide political and economic uncertainty, the availability and cost of funds for development and other costs have become increasingly difficult, if not impossible, to project. These changes and events may materially affect the Corporation's financial performance.

Competitive nature of the mining industry

There is aggressive competition within the mining industry for the discovery and acquisition of properties considered to have commercial potential. The Corporation competes with other mining exploration companies and with mining companies, many of which have greater financial resources than does the Corporation, for the acquisition of mineral claims, leases and other mineral interests, access to financing as well as for the recruitment and retention of qualified employees and other personnel.

Infrastructure

Mining, processing, development and exploration activities depend on adequate infrastructure. Reliable roads, bridges, power sources and water supply are important determinants, which affect capital and operating costs. Unusual or infrequent weather phenomena, sabotage, government or other interference in the maintenance or provision of such infrastructure could adversely affect the Corporation's operations, financial condition and results of operations.

Risques et dangers liés à l'exploitation

L'exploration et l'exploitation minières comportent de nombreux risques, que même une combinaison d'expérience, de connaissances et d'évaluations rigoureuses peut ne pas suffire à surmonter. Les travaux que la Société entreprend et se propose d'entreprendre seront exposés à tous ces dangers et à tous ces risques qui sont généralement inhérents à l'exploration, à la mise en valeur et à la production de ressources, et qui peuvent provoquer des arrêts de travail et causer des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement et engager éventuellement la responsabilité légale pour l'un quelconque de ces dommages. Les incendies, les pannes d'électricité, les interruptions de travail, les inondations, les explosions et les effondrements sont des risques inhérents à l'exploitation de mines et à la tenue de programmes d'exploration. Bien que la Société ait souscrit une assurance responsabilité et même si elle souscrit, au moment opportun, une assurance de biens pour un montant qu'elle juge suffisant, la nature même de ces risques est telle que les obligations pourraient dépasser les montants de garantie, les obligations et les dangers pourraient ne pas être assurables, ou la Société pourrait choisir de ne pas s'assurer contre ces obligations en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres raisons; auquel cas la Société pourrait devoir engager des coûts importants ou subir des pertes non assurées qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière.

Conflits d'intérêts

Certains administrateurs et membres de la direction de la Société siègent également comme administrateurs et (ou) membres de la direction d'autres sociétés ou occupent d'autres postes de direction touchant ou liés à l'exploration et à la mise en valeur de ressources naturelles, et la possibilité existe par conséquent que ces administrateurs et membres de la direction se trouvent en situation de conflit d'intérêts. Toute décision prise par l'un de ces administrateurs ou membres de la direction touchant la Société sera prise conformément à leurs devoirs et obligations de traiter équitablement et de bonne foi en vue du meilleur intérêt de la Société et de ses parties prenantes. En outre, chaque administrateur de la Société est tenu de dénoncer tout intérêt à l'égard d'une question qui pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts conformément aux exigences de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et de toute autre loi applicable.

Risques liés au marché

Volatilité du cours des actions

Le cours des actions est assujéti à des changements dus à de nombreux facteurs indépendants de la volonté de la Société, notamment des rapports sur de nouvelles données, des changements dans la situation financière de la Société, la vente de ses actions ordinaires sur le marché, son incapacité à atteindre des résultats financiers conformes aux attentes des analystes, ou des annonces faites par la Société ou ses concurrents concernant de nouveaux résultats. Rien ne garantit que le cours des actions ordinaires de la Société sera protégé contre ces fluctuations à l'avenir.

Autres financements par capitaux propres

La Société aura besoin de fonds supplémentaires pour financer la poursuite de travaux d'exploration. Si la Société réunit des fonds supplémentaires en émettant des actions supplémentaires, ce financement pourrait avoir un effet dilutif sur les participations des actionnaires de la Société. En l'absence de flux de trésorerie provenant de l'exploitation, la Société compte sur les marchés financiers pour financer ses activités. Bien que la Société ait réussi par le passé à obtenir du financement par la vente de titres de participation, rien ne garantit que des fonds supplémentaires seront

Operating hazards and risks

Mineral exploration and mining involves many risks, which even a combination of experience, knowledge and careful evaluation may not be able to overcome. The work which the Corporation is undertaking and proposes to undertake will be subject to all of the hazards and risks normally incidental to exploration, development and production of resources, any of which could result in work stoppages and damage to persons or property or the environment and possible legal liability for any and all damage. Fires, power outages, labour disruptions, flooding, explosions and cave-ins, are risks involved in the operation of mines and the conduct of exploration programs. Although the Corporation has secured liability insurance and will, when appropriate, secure property insurance in an amount which it considers adequate, the nature of these risks is such that liabilities might exceed policy limits, the liabilities and hazards might not be insurable, or the Corporation might elect not to insure itself against such liabilities due to high premium costs or other reasons, in which event the Corporation could incur significant costs or uninsured losses that could have a material adverse effect upon its financial condition.

Conflicts of interest

Certain of the Corporation's directors and officers also serve as directors and/or officers of other companies or other managerial positions involved or related to natural resource exploration and development and consequently there exists the possibility for such directors and officers to be in a position of conflict. Any decision made by any of such directors and officers involving the Corporation will be made in accordance with their duties and obligations to deal fairly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation and its stakeholders. In addition, each of the Corporation's directors is required to declare any interest in any matter in which such directors may have a conflict of interest in accordance with the procedures set forth in the *Canada Business Corporations Act* and other applicable laws.

Risks related to the market

Volatility of share prices

Share prices are subject to changes because of numerous factors beyond the Corporation's control, including reports of new information, changes in the Corporation's financial situation, the sale of the Corporation's common shares in the market, the Corporation's failure to achieve financial results in line with the expectations of analysts, or announcements by the Corporation or any of its competitors concerning results. There is no guarantee that the market price of the Corporation's common shares will be protected from any such fluctuations in the future.

Further equity financing

The Corporation will require additional funds to fund further exploration and development. If the Corporation raises additional funding by issuing additional equity securities, such financing may dilute the holdings of the Corporation's shareholders. In the absence of cash flow from operations the Corporation relies on the capital markets to fund operations. Although the Corporation has been successful in the past in obtaining financing through the sale of equity securities, there can be no assurance that additional funding will be available, or available under terms favourable to

disponibles ou disponibles à des conditions favorables pour la Société.

Le défaut d'obtenir un tel financement supplémentaire pourrait entraîner un retard ou le report indéfini de la poursuite de l'exploration et de la mise en valeur des propriétés de la Société.

Absence de dividendes

La Société n'a versé aucun dividende sur ses actions ordinaires. Toute décision future de verser des dividendes en espèces sera laissée à l'appréciation du conseil d'administration de la Société et sera tributaire de sa situation financière, de ses résultats d'exploitation et de ses besoins en capital ainsi que de tout autre facteur que le conseil d'administration estimera pertinent.

Mise en garde concernant les renseignements prospectifs

Certains renseignements figurant dans le présent rapport de gestion peuvent renfermer des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs peuvent notamment inclure des énoncés au sujet des projets, des coûts, des objectifs ou du rendement économique futurs de la Société ou des hypothèses sous-jacentes à ceux-ci, notamment ceux qui sont décrits aux rubriques « Objectifs et politique en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers » et « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion. Dans le présent rapport de gestion, les expressions telles que « pouvoir », « probable », « croire », « prévoir », « s'attendre », « avoir l'intention », « planifier », « estimer » et des expressions similaires, leur mode conditionnel ou futur, et leur forme négative, servent à désigner des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sauraient être interprétés comme une garantie d'un rendement ou de résultats futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ce rendement futur se matérialisera ni comment ou à quel moment il pourra se matérialiser. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les renseignements alors disponibles et/ou sur les croyances de bonne foi de la direction à l'égard d'événements futurs.

Ils sont assujettis à des risques connus et inconnus, à des incertitudes et à d'autres facteurs imprévisibles, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. Ces risques et incertitudes comprennent notamment ceux qui sont exposés aux rubriques « Objectifs et politique en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers » et « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion et pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux que laissent entrevoir les énoncés prospectifs. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour ni de réviser les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion pour tenir compte de renseignements nouveaux, d'événements ou de circonstances subséquents ou pour toute autre raison, et elle n'est tenue à aucune obligation à cet égard, sauf si les lois applicables l'y obligent.

the Corporation.

Failure to obtain such additional finance could result in delay or the indefinite postponement of further exploration and the development of the Corporation's properties.

No dividends

The Corporation has not paid any dividends on its common shares. Any future decision to pay cash dividends will be left to the discretion of the Board of Directors of the Corporation and will depend on the Corporation's financial position, operating results and capital requirements at the time as well as such other factors that the Board of Directors may consider relevant.

Forward Looking Statements

Certain of the information contained in this MD&A may contain "forward-looking statements". Forward-looking statements may include, among others, statements regarding the Corporation's future plans, costs, objectives or economic performance, or the assumptions underlying any of the foregoing, including those described under "Financial risk management objectives and policies, and financial risks" and "Risks and uncertainties" in this MD&A. In this management's discussion and analysis, words such as "may", "would", "could", "will", "likely", "believe", "expect", "anticipate", "intend", "plan", "estimate" and similar words and the negative form thereof are used to identify forward-looking statements. Forward-looking statements should not be read as guarantees of future performance or results, and will not necessarily be accurate indications of whether, or the times at or by which, such future performance will be achieved. Forward-looking statements are based on information available at the time and/or management's good-faith belief with respect to future events and are subject to known or unknown risks, uncertainties and other unpredictable factors, many of which are beyond the Corporation's control.

These risks and uncertainties include, but are not limited to, those described in this MD&A under the headings "Financial risk management objectives and policies, and financial risks" and "Risks and uncertainties", and could cause actual events or results to differ materially from those projected in any forward-looking statements. The Corporation does not intend, nor does it undertake any obligation, to update or revise any forward-looking statements contained in this MD&A to reflect subsequent information, events or circumstances or otherwise, except if required by applicable laws.

Données sur les actions en circulation / Information on outstanding shares

	Au 31 juillet 2025 / As at July 31, 2025	Au 24 novembre 2025 / As at November 24, 2025
Actions ordinaires de la Société – émises et en circulation / Common shares of the Corporation – issued and outstanding	37 155 164	37 155 164
Options en circulation / Options outstanding	3 305 000	3 305 000
Bons de souscription / Warrants	3 250 000	3 250 000

Au 24 novembre 2025, le détail des options d'achat est comme suit / As at November 24, 2025, the purchase options read has follows:

Nombre / Number	Prix de levée / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
80 000	0,50 \$	3 février 2026 / February 3, 2026
525 000	0,17 \$	30 juin 2027 / June 30, 2027
350 000	0,155 \$	13 février 2028 / February 13, 2028
500 000	0,08 \$	2 juillet 2029 / July 2, 2029
525 000	0,355 \$	6 janvier 2031 / January 6, 2031
325 000	0,11 \$	28 janvier 2032 / January 28, 2032
75 000	0,15 \$	4 octobre 2028 / October 4, 2028
450 000	0,10 \$	23 février 2034 / February 23, 2034
475 000	0,10 \$	3 mars 2035 / March 3, 2035
3 305 000		

Au 24 novembre 2025, le détail des bons de souscription est comme suit / As at November 24, 2025, warrants read has follows:

Nombre / Number	Prix de levée / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
2 000 000	0,11 \$	7 novembre 2026 / November 7, 2026
1 250 000	0,17 \$	12 avril 2028 / April 12, 2028
3 250 000		

Information complémentaire et divulgation continue

L'adresse du site web de la Société est www.visiblegoldmines.com. Des informations complémentaires concernant la Société et ses opérations sont déposées électroniquement sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR+) au Canada et peuvent être obtenues à partir de l'adresse www.sedarplus.ca.

Additional information and ongoing disclosure

The Corporation's web address is www.visiblegoldmines.com. Further information regarding the Corporation and its operations are filed electronically on the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR+) in Canada and can be obtained from www.sedarplus.ca

Le 24 novembre 2025.

(S) Martin Dallaire
Martin Dallaire
President and Chief Executive Officer

November 24, 2025.

(S) Véronique Laberge
Véronique Laberge
Chief Financial Officer

INFORMATION CORPORATIVE / CORPORATE INFORMATION

Administrateurs / Directors

Martin Dallaire
Pierre Vézina (1)
Joel Gagné (1)

(1) Membre du comité d'audit / Audit Committee member

Dirigeants / Officers

Martin Dallaire

Président et chef de la direction /
President and Chief Executive Officer

Véronique Laberge

Chef financier /
Chief Financial Officer

Auditeurs / Auditors.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
1000 rue Germain
Val-d'Or, Québec, Canada J9P 5T6

Agent de transfert / Transfer Agents

Services aux investisseurs Computershare inc.
1500, Robert-Bourassa Blvd. Suite 700
Montréal (Québec) H3A 3S8

Avocats / Solicitors

Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l. / s.r.l
800 Place Victoria, Suite 3500
Montreal, Québec, Canada H4Z 1E9

Bourse / Exchange Listing

TSX Venture Exchange
Symbole boursier / Ticker symbol: VGD
CUSIP: 92834E306
ISIN: CA 92834E3068

Siège social / Registered Office

147, Québec Avenue (back door)
Rouyn-Noranda, Quebec, Canada J9X 6M8
Tel. : 819-762-0107

Adresse postale / Mailing address

C.P. 491
Rouyn-Noranda, Québec, Canada
J9X 5C4